



# L'Administration Pénitentiaire en faillite virtuelle L'État vit à crédit sur le dos des surveillants !

communiqué national    communiqué national    communiqué national    communiqué national

Alors que nos détentions étouffent sous le poids de la surpopulation et de la violence, le cynisme de notre administration franchit un nouveau cap, purement financier cette fois.

C'est un secret de polichinelle que le SPS-CEA met aujourd'hui en pleine lumière : **l'État est en cessation de paiement invisible, et ce sont les surveillants qui font office de banquiers !**

Le calcul est simple, la méthode est révoltante : pour maintenir un semblant de service public, l'administration pénitentiaire s'endette lâchement auprès de ses propres agents.

## **Des millions d'heures supplémentaires : Le hold-up permanent**

Le manque criant d'effectifs oblige les personnels du Corps d'Encadrement et d'Application (CEA) à subir des rythmes de travail inhumains. Résultat ? Un volume d'heures supplémentaires monstrueux, une dette colossale que l'administration est incapable de solder.

**On demande aux agents de sacrifier leur santé, leur vie de famille et leur repos, tout en bloquant, retardant ou plafonnant le paiement de ce qui leur est légitimement dû. Faire travailler les personnels gratuitement ou à crédit pour masquer les trous du budget de l'État : c'est du vol institutionnalisé !**

## **Missions extérieures : Quand le surveillant finance l'État de sa poche !**

Le scandale ne s'arrête pas là. Extractions judiciaires, transferts de détenus, escortes médicales... Pour assurer ces missions de sécurité publique indispensables, les surveillants sont envoyés aux quatre coins du pays. Et qui paie l'essence, les péages, les repas, voire l'hébergement ? L'agent, de sa propre poche !

L'administration impose aux personnels d'avancer des frais professionnels parfois exorbitants, pour des remboursements qui arrivent des mois plus tard, au compte-gouttes, après d'interminables batailles administratives.

**En pleine crise du pouvoir d'achat, on ose demander à des fonctionnaires qui risquent leur vie d'asphyxier leur propre budget familial pour que l'administration puisse rouler ! Quel autre ministère oserait traiter ses agents comme des cartes bancaires de secours ?**

Le SPS-CEA exige l'arrêt immédiat de cette cavalerie budgétaire organisée sur le dos des personnels ! Nous exigeons :

- L'apurement immédiat et total de la dette des heures supplémentaires : Chaque minute passée en détention, en mission extérieure, sur la route, doit être payée sans délai ni entourloupe comptable.
- La fin des avances de frais par les agents : La mise en place systématique de cartes de paiement administratives ou de bons de transport et de restauration pour toutes les missions extérieures. L'agent n'a pas à être le banquier de la pénitentiaire.
- Le versement d'intérêts moratoires : Tout retard de paiement de frais professionnels ou d'heures dues doit être majoré. Si l'administration doit payer des agios aux agents, elle apprendra peut-être à être ponctuelle.

**La coupe est pleine ! Le SPS-CEA prévient la Direction Générale : les surveillants sont payés pour surveiller, pas pour subventionner le ministère de la Justice. Si les caisses sont vides, que l'État assume et ferme les greffes.**

Le SPS-CEA appelle tous les collègues à recenser scrupuleusement chaque euro et chaque heure dus. Nous ne tolérerons plus que votre dévouement serve de variable d'ajustement budgétaire.

**Pas d'argent, pas de missions ! Nos familles ne sont pas des banques !**